

Ce que cachent les frontières. Le cas de l'économie lorraine.

Emmanuel Nadaud, Benjamin Guimond, Olivier Bouba-Olga

► To cite this version:

Emmanuel Nadaud, Benjamin Guimond, Olivier Bouba-Olga. Ce que cachent les frontières. Le cas de l'économie lorraine.. ASRDLF 2016, Jul 2016, Gatineau, Québec, Canada. <hal-01533351>

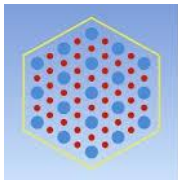
HAL Id: hal-01533351

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01533351>

Submitted on 6 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CE QUE CACHENT LES FRONTIERES. LE CAS DE L'ECONOMIE LORRAINE.

Emmanuel NADAUD, CRIEF, EA 2249, Université de Poitiers

Benjamin GUIMOND, CRIEF, EA 2249, Université de Poitiers

Olivier BOUBA-OLGA, CRIEF, EA 2249, Université de Poitiers

emmanuel.nadaud@univ-poitiers.fr

Résumé

La Lorraine est le plus souvent décrite comme un territoire en crise face à un passé industriel déclinant et un avenir qui semble s'inscrire sur un axe Ouest-Est sur le territoire national. L'analyse économique traditionnelle en se bornant au cadre national ne perçoit pas les dynamiques nouvelles à l'œuvre. L'analyse de la décomposition du PIB par habitant à l'échelle de la Grande Région, territoire englobant les régions frontalières de quatre États-membres européens (Lorraine, Wallonie, Sarre, Rhénanie-Palatinat et Luxembourg), permet d'appréhender les questions relatives au développement économique territorial d'une manière nouvelle et de concevoir une approche par-delà les frontières. Ainsi, après plusieurs décennies marquées par une mono-industrie, la Lorraine s'oriente vers une tertiarisation de son tissu économique avec un phénomène de résidentialisation lié à l'essor du travail transfrontalier. La dynamique économique qui s'inscrit sur un axe Nord-Sud amène avec elle des enjeux nouveaux pour les territoires en matière de politique économique et d'aménagement du territoire.

Mot clés

- Lorraine
- Grande Région
- Coopération territoriale européenne
- Frontière
- PIB régionaux

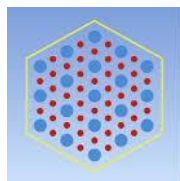
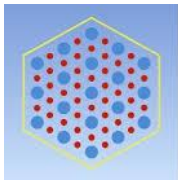


Table des matières

Introduction	3
1. Approche méthodologique	5
1.1. Données mobilisées	5
1.1.1. Territoire d'étude	6
1.1.2. Mobilisation des données	7
1.2. Approche statistique	7
2. Décomposition statistique du PIB/Habitant à l'échelle de la Grande Région	8
2.1. L'analyse traditionnelle du PIB/Habitant	8
2.2. Décomposition du PIB/Habitant : productivité apparente du travail et effets socio-économiques.....	10
2.3. Analyse approfondie du ratio E/H	12
3. Focus sur la Lorraine : d'un tissu économique mono-industriel à une dépendance extérieure.....	14
3.1. Une histoire économique marquée par la sidérurgie	15
3.2. Essor du transfrontalier.....	16
3.2.1. Mobilité transfrontalière à sens unique	16
3.2.2. Rebond démographique et résidentialisation du tissu économique	17
Conclusion.....	18
Références bibliographies	19

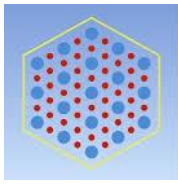


Introduction

Il n'existe pas ou peu d'articles académiques, institutionnels ou journalistiques qui n'associent la Lorraine à une région sinistrée en crise, qu'elle soit de nature économique, sidérurgique ou plus généralement industrielle. La Lorraine est ainsi le plus souvent perçue et analysée, d'une part, comme un territoire en crise face à un passé industriel déclinant, marqué par plusieurs décennies de fermetures d'usines et des licenciements massifs. D'autre part, son avenir semble s'inscrire au-delà du territoire régional : à l'ouest avec Paris situé à 2h en TGV par la ligne à grande vitesse Est depuis 2007, à l'Est vers Strasbourg suite à la fusion des régions Alsace – Lorraine – Champagne – Ardennes.

Si cette présentation relate une réalité économique certaine et qu'il ne s'agit pas de nier les difficultés rencontrées, une analyse économique plus fine du territoire permet d'apporter certaines nuances à cette description. Il s'agit notamment de réfléchir à la position de la Lorraine en tant que territoire frontalier et d'analyser les liens qu'elle tisse avec les régions parties prenantes du GECT Grande Région : la Sarre et la Rhénanie-Palatinat en Allemagne, la Wallonie en Belgique et le Luxembourg. Une analyse plus fine des dynamiques économiques, notamment en termes d'emploi, fait apparaître un territoire plus complexe qu'il n'y paraît. Son ancrage au sein de la Grande Région ouvrirait-il des perspectives nouvelles ?

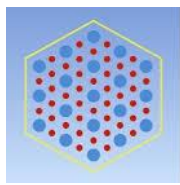
L'analyse traditionnelle de l'économie territoriale en France s'effectue principalement dans le cadre d'une analyse uniquement centrée sur le territoire national. Si les dynamiques inter-régionales sont parfois prises en compte, celles-ci se font au sein du territoire national et en référence à la ville-centre, en l'occurrence Paris et l'Ile-de-France pour la France. Dans un contexte de globalisation et d'interdépendance forte entre les territoires, penser le développement économique uniquement dans un cadre national semble dépassé. Cela est d'autant plus vrai pour les territoires frontaliers en Europe pour lesquels la forme de « l'Etat-nation container » du 20^{ème} siècle (TAYLOR 1994), marqueur de territorialité pour ses habitants, n'est plus adapté pour comprendre le développement économique des territoires où l'espace-vécu dépasse le cadre des frontières administratives nationales. Les territoires frontaliers sont perçus et analysés comme des territoires périphériques avec une fonction propre au regard de la production nationale. Or, une approche plus fine et continue du territoire permet de réduire les discontinuités inhérentes au tracé des frontières (CROZET et LAFOURCADE 2009). Le problème des unités spatiales modifiables ou *MAUP Modifiable Areal Unit Problem* (OPENSHAW et TAYLOR 1979) montre que l'inférence statistique diffère parfois



considérablement selon la manière dont on agrège l'information : selon le niveau d'agrégation (taille des unités spatiales), le choix des frontières (forme des unités spatiales), le type d'agrégation effectué (somme, moyenne, etc.).

Le cas de la Lorraine est significatif. Ce territoire est mentionné quasi-systématiquement en référence à son passé industriel et analysé comme faisant partie d'un grand territoire Nord – Est français en crise. Nous proposons ici d'aller au-delà du cadre d'analyse traditionnel et de développer une analyse économique au-delà des frontières nationales. Ainsi, la Lorraine n'est plus perçue comme la périphérie Est de la France mais comme un territoire situé au cœur de l'Europe, partageant une histoire et un vécu commun avec des territoires situés de l'autre côté de la frontière nationale. Pour cela, nous mobilisons des données relatives à la création de richesse et d'emploi de la région Lorraine et des territoires frontaliers voisins que sont la Sarre et la Rhénanie-Palatinat en Allemagne, la Wallonie en Belgique et le Luxembourg, régions regroupées au sein de la 'Grande Région'. La question de la dynamique économique au sein de ce territoire européen relativement nouveau (initié dans les années 1960 et formalisé juridiquement sous la forme d'un GECT en 2010) constitue également un regard nouveau en comparaison des analyses centrées sur les Etats-nations.

Nous proposons dans un premier temps d'analyser la situation relative de la Lorraine et de la Grande Région (au niveau NUTS 2) en nous appuyant sur la décomposition du PIB par habitant proposée, dans le cas français, par BOUBA-OLGA et GROSSETTI, 2015: le PIB par habitant y est vu comme le produit de la productivité apparente du travail et du ratio emplois/habitant, chacun de ces deux indicateurs pouvant à leur tour être décomposés pour mesurer notamment l'importance des effets structurels, des effets de mobilité, ou encore de certains effets démographiques. Notre décomposition, réalisée à l'échelle européenne, montre la situation différenciée des régions de la Grande Région, d'une part, et l'impact important de l'économie frontalière dans la situation de ces régions en termes de PIB par habitant. Dans un second temps, nous proposons une analyse plus qualitative permettant d'expliquer l'émergence de l'économie frontalière en Lorraine, ses formes actuelles et les menaces et opportunités qu'elle engendre.



1. Approche méthodologique

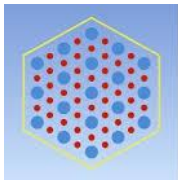
En réponse à de nombreux travaux encourageant des politiques publiques en faveur des métropoles (DAVEZIES 2008; DAVEZIES 2012; DAVEZIES et PECH 2014) et la concentration des moyens de production en un nombre de lieux réduits (ASKENAZY et MARTIN 2015), Olivier BOUBA-OLGA et Michel GROSSETTI (2015) ont développé une analyse basée sur la décomposition du PIB par habitant démontrant que cet indicateur, traditionnellement utilisé pour mesurer les rapports de richesse entre région, constituait un mauvais indicateur de la performance des territoires. Ils montrent que le PIB par habitant (noté PIB/H) est le résultat de deux composantes : le PIB par Emploi (noté PIB/E), autrement dit la productivité apparente du travail, et le ratio Emploi par Habitant (E/H), qui capture différents effets socio-économiques, qui peuvent ensuite être décomposés plus finement (cf. infra).

Ces décompositions permettent de caractériser précisément les contextes régionaux qui influent sur la situation économique relative des régions : « Les différences de PIB par habitant ne sont pas assimilables à des différences de productivité régionale et l'analyse de la géographie économique ne peut se limiter à une analyse de la géographie de la production : les différences observées s'expliquent aussi par l'existence de déconnexions entre lieux de vie et lieux de travail, par les choix faits par les actifs après le passage à la retraite, par le mode de fonctionnement des marchés locaux du travail, etc. » (BOUBA-OLGA et GROSSETTI 2015).

Nous proposons ici d'utiliser la même approche méthodologique dans le cadre de notre étude sur la région Lorraine et les territoires de la Grande Région.

1.1. Données mobilisées

Notre analyse porte sur les régions appartenant au GECT Grande Région : Lorraine (France), Wallonie (Belgique), Sarre et Rhénanie-Palatinat (Allemagne) et Luxembourg. La nomenclature des unités territoriales statistiques (nomenclature NUTS 2010) de l'Union Européenne identifie 11 régions NUTS 2 au sein de la Grande Région : BE31 Province Brabant Wallon, BE32 Province Hainaut, BE33 Province Liège, BE34 Province Luxembourg (BE), BE35 Province Namur, DEB1 Koblenz, DEB2 Trier, DEB3 Rheinhessen-Pfalz, DECO Saarland, FR41 Lorraine, LU00 Luxembourg.

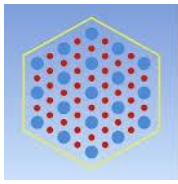


Carte 1 : Grande Région

1.1.1. Territoire d'étude

La Grande Région, située au cœur de l'Europe, a été au centre des grands bouleversements du 20^{ème} siècle. Régulièrement séparés par les conflits internationaux, transférés de part et d'autre de frontières nationales mouvantes, les territoires de la Grande Région connaissent une histoire commune qui doit se comprendre au-delà des grands événements politiques internationaux. Ils constituaient le cœur industriel de l'Europe jouant un rôle stratégique pour les Etats européens. Tous ont connu l'essor des industries métallurgiques à partir de la fin du 19^{ème} siècle avant de subir la crise des industries du charbon et de l'acier à partir des années 1960. Cette dernière, qui affecte conjointement des espaces limitrophes du Luxembourg, de la Belgique, de l'Allemagne et de la France, incite les responsables politiques et économiques à innover.

Les territoires vont alors s'organiser passant d'une logique conflictuelle à une approche coopérative. Dès 1971, une communauté de travail transfrontalière est ainsi mise en place entre les länder allemands de la Sarre et Rhénanie-Palatinat, la région Lorraine et le Luxembourg. L'Institut Régional Intercommunautaire (IRI) créé par des entreprises industrielles et regroupements d'entreprises de la Sarre, de la Lorraine et du Luxembourg forme une première communauté de travail construite sur des bases économiques visant à favoriser la coopération régionale entre les trois pays (WASSENBERG et REITEL 2015). Celle-ci sera suivie en 1980 par la signature d'un traité intergouvernemental visant à favoriser la collaboration entre les régions frontalières d'un territoire désormais connu sous le nom *SaarLorLux* (PEREIRA CARNEIRO FILHO 2012).



En parallèle, au carrefour des frontières franco-belgo-luxembourgeoise, le Pôle Européen de Développement des trois frontières (PED) est créé en 1985 afin d'apporter une réponse conjointe à la reconversion d'un espace trinational (AIT OUMEZIANE 2000).

La création de l'Union Européenne par la signature du traité de Maastricht en 1992 a constitué une nouvelle étape. La Grande Région constitue aujourd'hui la forme la plus avancée d'un espace de coopération territoriale en Europe bénéficiant, depuis 2010, du statut juridique européen de Groupement Européen de Coopération Transfrontalière (GECT).

1.1.2. Mobilisation des données

Les données mobilisées ont été collectées à l'échelle NUTS 2 pour les 272 régions de l'Union Européenne à 28, pour l'année 2011. Elles sont issues des bases de données *Statistiques régionales par classification NUTS* d'Eurostat. Néanmoins, certains fichiers Eurostat incomplets ont dû être complétés par des données complémentaires issues d'autres sources Eurostat ou provenant des sites nationaux ou régionaux de la statistique.

L'analyse est réalisée par rapport au territoire de référence « Union Européenne à 15 » afin de conserver une certaine homogénéité du territoire de référence, en comparaison à l'Union Européenne à 28 qui intègre les régions de l'Est de l'Europe encore très en retard de développement. L'Union Européenne à 15 (noté EU15) compte 214 régions NUTS 2 selon la nomenclature NUTS 2010.

1.2. Approche statistique

La décomposition du PIB/Habitant proposée par Bouba-Olga et Grossetti (2015) s'écrit comme suit :

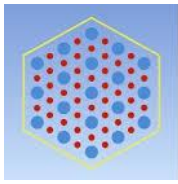
$$\frac{\text{PIB}}{\text{H}} = \frac{\text{PIB}}{\text{E}} \times \frac{\text{E}}{\text{H}}$$

Avec PIB, le produit intérieur brut du territoire, H le nombre d'habitant du territoire et E le nombre d'emploi localisé sur ce même territoire (quel que soit le lieu de résidence des travailleurs).

Par la suite, une décomposition plus fine du ratio E/H relatif aux effets socio-économiques est proposée :

$$\frac{\text{E}}{\text{H}} = \frac{\text{E}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PA}} \times \frac{\text{PA}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{H}}$$

Avec PAO la population active occupée, PA la population active, PEAT la population en âge de travailler (15-64 ans).



Chaque ratio nous donne une information supplémentaire concernant les effets socio-économiques à l'œuvre sur le territoire d'étude :

- E/PAO est l'indice de concentration de l'emploi, égal au rapport entre le nombre d'emplois offerts dans une région et les actifs ayant un emploi qui résident dans la région. Il mesure ainsi l'attraction par l'emploi qu'un territoire exerce sur les autres.
- PAO/PA est le taux d'emploi du territoire considéré, complément à 1 du taux de chômage ;
- $PA/PEAT$ est le taux d'activité ;
- $PEAT/H$ est un indicateur démographique de la région, qui nous renseigne sur la part des personnes qui sont en âge de travailler.

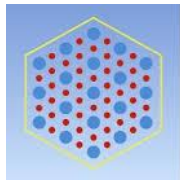
Une première décomposition statistique du PIB/Habitant a été réalisée pour l'ensemble des 214 régions NUTS2 de l'UE15 ainsi que pour l'UE15 en tant que territoire de référence. Nous avons par la suite travaillé sur la transformée logarithmique de la décomposition statistique du PIB/Habitant afin de rendre compte les effets additifs.

Ce travail nous permet d'identifier pour chaque région son positionnement vis-à-vis de la moyenne des régions de l'Union Européenne à 15. Chaque composante considérée séparément nous permet d'identifier si la région se situe au-dessus ou en dessous de la moyenne des régions européennes EU15. Une approche similaire pour la décomposition statistique du ratio Emploi/Habitant a été suivie.

2. Décomposition statistique du PIB/Habitant à l'échelle de la Grande Région

2.1. L'analyse traditionnelle du PIB/Habitant

L'analyse traditionnelle du niveau de richesse mesurée par l'indicateur PIB/Habitant montre tout d'abord que la Grande Région prise dans son ensemble se situe légèrement en dessous de la moyenne des régions EU15.



		Rang PIB/H EU15	PIB/H
LU00	Luxembourg	2	82 858
BE31	Prov. Brabant Wallon	33	37 878
DEB3	Rheinhessen-Pfalz	68	31 366
DEC0	Saarland	70	31 282
DEB1	Koblenz	99	28 507
DEB2	Trier	109	26 901
BE33	Prov. Liège	119	25 771
BE35	Prov. Namur	137	24 492
FR41	Lorraine	145	24 039
BE34	Prov. Luxembourg (BE)	158	22 844
BE32	Prov. Hainaut	163	22 670
EU15	EU15 – 214 Régions NUTS2		30 219
GR	Grande Région		29 778

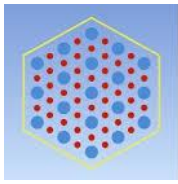
Tableau 1 : PIB/Habitant Grande Région

L'analyse des 11 régions NUTS 2 de la Grande Région nous permet d'identifier que seules 4 régions présentent un PIB/Habitant supérieur à la moyenne des régions EU15 : BE31 Province Brabant Wallon, DEB3 Rheinhessen-Pfalz, DEC0 Saarland et LU00 Luxembourg. Les 7 autres se situent en dessous de la moyenne EU15.

Une analyse plus fine avec un classement des régions par leur niveau PIB/Habitant nous apprend que le Luxembourg se détache très nettement des autres régions avec un PIB/Habitant plus de 2,5 fois supérieur à la moyenne des régions EU15 (au 2^{ème} rang des régions EU15).

Au sein de la Grande Région, bien que loin derrière le Luxembourg, 2 régions allemandes (Rheinhessen-Pfalz et Saarland) complétées par la province belge du Brabant-Wallon montrent un niveau de richesse relativement élevé. Viennent ensuite les autres régions allemandes. Les quatre autres provinces belges et la région Lorraine présentent un PIB/Habitant bien inférieur à la moyenne des régions EU15, situées loin derrière en deuxième partie du classement des régions mesurées par le ratio PIB/Habitant.

Cette première approche nous donne à voir une première géographie du territoire Grande Région : un Luxembourg appartenant au trio de tête des régions européennes, des régions allemandes complétées par une province belge se portant relativement bien, et enfin des régions belges et la Lorraine en retard et que l'on trouve loin derrière les autres.



2.2. Décomposition du PIB/Habitant : productivité apparente du travail et effets socio-économiques

L'analyse de la décomposition statistique du PIB/Habitant en deux facteurs PIB/E et E/H nous permet d'affiner et de nuancer certains aspects.

Une représentation graphique nous permet de mieux appréhender les résultats. Le ratio PIB/Employé apparaît en abscisse, le ratio Emploi/Habitant en ordonnée. L'origine du système d'axe correspond à la moyenne pour EU15. Nous avons également représenté en vert la droite situant la moyenne des régions EU15 pour l'indicateur PIB/Habitant. Un positionnement de la région au-dessus signifie que la région a un PIB/Habitant supérieur à la moyenne des régions EU15.

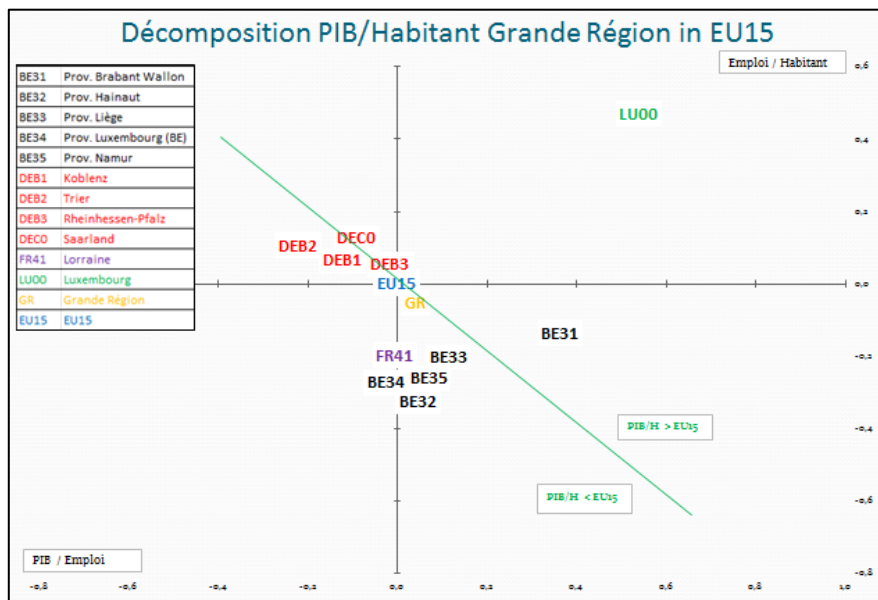
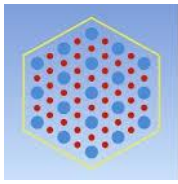


Figure 1 : Décomposition PIB/Habitant Grande Région in EU15

Plusieurs résultats apparaissent : la Grande Région (notée GR) prise dans son ensemble se situe proche de la moyenne de l'Europe à 15 (notée EU15) pour le PIB par habitant, ce qui résulte d'un ratio Emploi/Habitant légèrement inférieur et d'un ratio PIB/Employé légèrement supérieur à la moyenne.

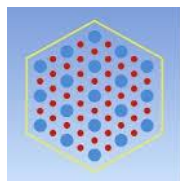
La représentation graphique nous montre ensuite que l'on peut identifier, non plus 3, mais 4 profils de régions au sein de la Grande Région. La région belge BE31 Province Brabant-Wallon montre ainsi un profil différent des régions allemandes auxquelles elle avait été associée par l'analyse du PIB/Habitant seule. On retrouve ensuite les groupes de régions identifiés précédemment : Un Luxembourg isolé très dominant, les régions allemandes réunies d'un côté, les régions belges et la Lorraine ensemble de l'autre. La région belge BE31 présente un profil atypique.



On peut ainsi caractériser les régions de manière plus précise.

- Le Luxembourg présente un profil bien au-dessus de la moyenne des régions EU15 sur les deux ratios PIB/E et E/H, caractérisant une productivité apparente du travail et des effets socio-économiques plus forts et plus favorables que la moyenne des régions EU15.
- Les régions allemandes, qu'elles soient situées légèrement au-dessus ou en-dessous de la moyenne des régions EU15 sur l'indicateur PIB/H, apparaissent mieux positionnées sur le ratio Emploi/Habitant démontrant des effets socio-économiques à l'œuvre tandis qu'elles se situent en dessous de la moyenne des régions EU15 en ce qui concerne la productivité apparente du travail.
- Les régions belges (BE32 – BE33 – BE34 – BE35) et la Lorraine présentent un profil inverse. Situées bien en dessous de la moyenne des régions EU15 en ce qui concerne le ratio Emploi/Habitant, elles bénéficient d'un niveau de productivité apparente du travail dans la moyenne ou légèrement supérieur à la moyenne des régions EU15.
- La région belge BE31 présente un profil atypique. Marquée comme les autres provinces belges par un ratio Emploi/Habitant bien inférieur à la moyenne EU15, elle bénéficie d'une productivité apparente du travail très positive la replaçant au-dessus de la moyenne des régions EU15 lorsque l'on regarde l'indicateur PIB/Habitant.

Le classement des régions confirme ces premiers éléments d'analyse. Si le Luxembourg reste en tête du classement des régions de l'Europe à 15 pour les 3 indicateurs, le classement se trouve bouleversé pour les autres régions. La province belge Brabant-Wallon se situe parmi les 10 régions les plus productives lorsque l'on s'intéresse à la productivité apparente du travail mais très loin lorsque l'on regarde le ratio Emploi/Habitant. De même, les autres régions belges et la Lorraine bénéficient d'un classement très honorable lorsque l'on regarde l'indicateur de la productivité apparente du travail mais souffre d'un mauvais ratio Emploi/Habitant. Les régions allemandes se retrouvent quant à elle loin au classement du ratio PIB/E mais sont très bien positionné pour le ratio E/H.



		Rang PIB/H EU15	PIB/H	Rang PIB/E EU15	PIB/E	Rang E/H EU15	E/H
LU00	Luxembourg	2	82 858	2	114 622	1	0,72
BE31	Prov. Brabant Wallon	33	37 878	8	96 219	164	0,39
DEB3	Rheinhesen-Pfalz	68	31 366	86	65 894	75	0,48
DEC0	Saarland	70	31 282	120	61 086	35	0,51
DEB1	Koblenz	99	28 507	127	59 187	68	0,48
DEB2	Trier	109	26 901	161	53 597	45	0,50
BE33	Prov. Liège	119	25 771	42	73 147	194	0,35
BE35	Prov. Namur	137	24 492	58	70 411	197	0,35
FR41	Lorraine	145	24 039	83	66 760	189	0,36
BE34	Prov. Luxembourg (BE)	158	22 844	84	66 457	202	0,34
BE32	Prov. Hainaut	163	22 670	64	69 279	208	0,33
EU15	EU15 – 214 Régions NUTS2		30 219		66 814		0,45
GR	Grande Région		29 778		69 556		0,43

Tableau 2 : PIB/H, PIB/E et E/H Grande Région

La première décomposition statistique du PIB/Habitant en deux facteurs nous donne à voir un territoire quelque peu différent de celui observé par l'analyse du seul indicateur PIB/Habitant. Des forces différentes jouent et impactent le niveau de richesse des territoires: des effets productivité apparente du travail et des effets socio-économiques.

2.3. Analyse approfondie du ratio E/H

Nous proposons dans un second temps d'approfondir la décomposition du PIB/Habitant en analysant le ratio Emploi/Habitant afin de mieux comprendre les effets socio-économiques à l'œuvre sur ces territoires.

Tout d'abord, nous proposons une autre représentation de la décomposition statistique du PIB/Habitant présentée précédemment pour les 11 régions NUTS 2 afin mettre en avant les effets additifs à l'œuvre.

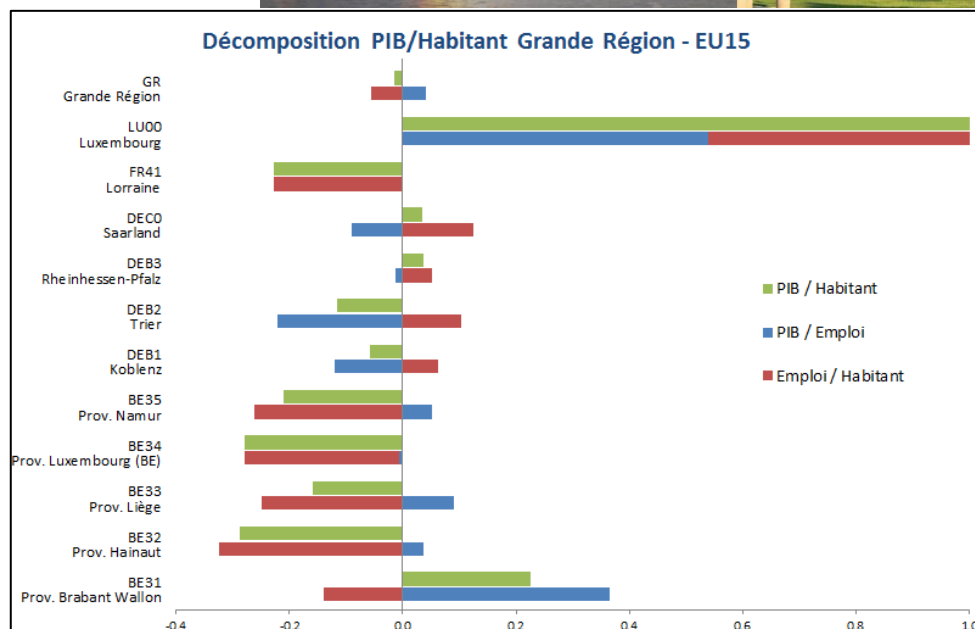
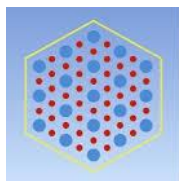


Figure 2 : Décomposition PIB/Habitant Grande Région – EU15

Nous isolons ensuite le ratio Emploi/Habitant afin d'en proposer la décomposition statistique et de mieux comprendre les effets socio-économiques à l'œuvre sur chaque territoire.

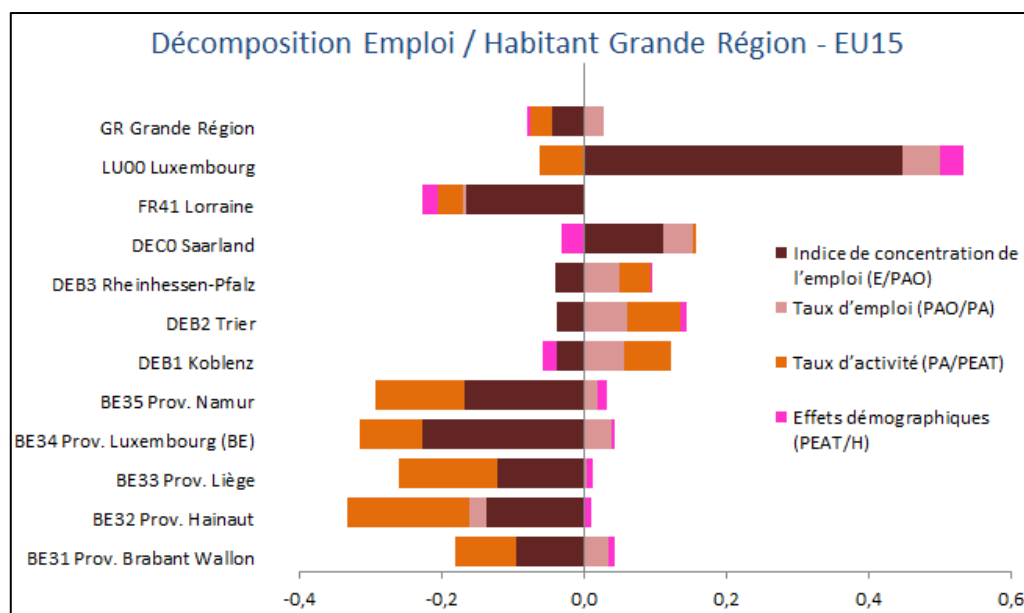
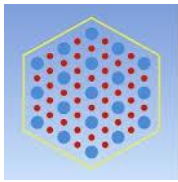


Figure 3 : Décomposition Emploi/Habitant Grande Région – EU15

Tout d'abord, la Grande Région considérée dans son ensemble présente un taux d'emploi légèrement positif par rapport à la moyenne des régions EU15 mais joue d'effets négatifs en ce qui concerne les trois autres paramètres.

Il s'avère ensuite que le regroupement des régions, tel que proposé précédemment, s'avère plus difficile, les régions ayant des profils variés.



Le Luxembourg bénéficie d'un indice de concentration de l'emploi très positif. S'il bénéficie d'un taux d'emploi et d'effets démographiques positifs, ceux-ci jouent dans une moindre mesure. On peut enfin noter un taux d'activité inférieur à la moyenne des régions EU15.

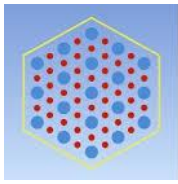
Les régions allemandes se présentent sous des profils différents. La Sarre (DEC0) bénéficie d'un indice de concentration de l'emploi très positif en comparaison de la moyenne des régions EU15 et, dans une moindre mesure, d'un taux d'emploi et d'activité également positif. Elle pâtit cependant d'effets démographiques négatifs. Les 3 régions allemandes de la Rhénanie-Palatinat (DEB1 - DEB2 - DEB3) présentent des profils sensiblement similaires : un indice de concentration de l'emploi inférieur à la moyenne des régions EU15 mais des taux d'emploi et d'activité assez positifs. Les effets démographiques apparaissent plutôt neutres.

Les provinces belges présentent également des profils similaires. Deux paramètres jouent très négativement sur leur ratio Emploi/Habitant : des indices de concentration de l'emploi et des taux d'activité bien inférieurs à la moyenne des régions EU15. Les taux d'emploi et les effets démographiques présentent quant à eux une situation très légèrement positive en comparaison de la moyenne des régions EU15 (seule la province du Hainaut a un taux d'emploi intervenant de manière négative) mais ne permettant pas de corriger les effets négatifs des autres indicateurs.

Enfin, la Lorraine, qui présentait jusque-là un profil similaire aux régions belges, se différencie de celles-ci. Son ratio Emploi/Habitant est principalement impacté négativement par un indice de concentration de l'emploi très inférieur à la moyenne des régions EU15. Elle joue par ailleurs, bien que dans une moindre mesure, d'effets négatifs sur l'ensemble des paramètres constituant le ratio Emploi/Habitant.

3. Focus sur la Lorraine : d'un tissu économique mono-industriel à une dépendance extérieure

Pour comprendre les résultats de la décomposition statistique de l'indicateur PIB/habitant, il est nécessaire d'analyser sur le temps long la trajectoire économique du territoire et sa dynamique de création de richesses et d'emplois. « La création de richesses et d'emplois résulte de la combinaison de ressources matérielles, immatérielles et humaines par des acteurs (individus et organisations) qui donne lieu à la production de biens et services vendus sur des marchés » (BOUBA-OLGA et GROSSETTI 2015). La combinaison de ces facteurs peut aboutir à une diversité de configurations (BOUBA-OLGA, FERRU, et GUIMOND 2012) et à des



spécialisations plus ou moins marquées. Le tissu économique local apparaît alors comme un construit « non stabilisé », marqué par sa trajectoire passée.

3.1. Une histoire économique marquée par la sidérurgie

La région Lorraine dispose de deux ressources naturelles spécifiques : du bois avec la présence importante de forêts et des minerais avec un sous-sol riche en fer et charbon. La valorisation de ces ressources s'est faite au travers du développement de l'activité sidérurgique (FAURE 2012). Les premières forges datent du 17^{ème} siècle, mais le véritable développement de cette filière se fit à partir de la fin du 18^{ème}.

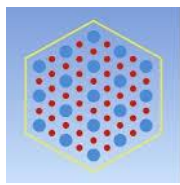
Dans la seconde partie du 18^{ème} siècle, les entrepreneurs lorrains adoptent plusieurs procédés de production (notamment le procédé Thomas) leur permettant d'accroître leur productivité. Cela profita en premier lieu aux usines De Wendel, détenteur exclusif du brevet pendant une décennie, puis à l'ensemble du bassin participant à l'hégémonie de la filière locale sur la production nationale.

A l'aube de la première guerre mondiale, la Lorraine assurait 90% de la production française de minerai et 10% de la production mondiale. Elle réalisait également les deux tiers de la production française de fer et la moitié de celle d'acier. A la veille de la seconde guerre mondiale, 200 sociétés sidérurgiques sont dénombrés.

L'après seconde guerre mondiale fut marqué par une hausse de la demande. Cette hausse trouvait son explication dans un double phénomène : une phase de reconstruction et un essor de la consommation avec les « trente glorieuses ». Dans les années 70, la demande a fortement baissé engendrant une situation de surcapacité productive sur le marché mondial. Ce fut le début d'un déclin de plusieurs décennies caractérisé par de nombreuses fermetures de sociétés et des dizaines de milliers de licenciements.

Les déterminants de la crise de la sidérurgie française sont multiples : d'une part la baisse de la demande notamment sur le marché européen avec la fin de l'époque de reconstruction, d'autre part l'émergence de nouveaux producteurs dans de nouveaux pays. A ce déterminant structurel, s'ajoute un ensemble de facteurs propres à la sidérurgie française. Elle se caractérisait par un taux d'endettement significativement supérieur à celui de ses homologues européens et une productivité inférieure.

Malgré l'action de l'Etat français pour sauver un secteur considéré comme stratégique, les usines ont fermé les unes après les autres ou se sont regroupés jusqu'à ne plus constituer qu'une entité en 2000 : Arcelor. En 2006, Arcelor fut racheté par le groupe Mittal qui voyait



dans le marché européen des perspectives de croissance. Les sites lorrains sont aujourd'hui en concurrence directe avec la filière sidérurgique chinoise aux capacités de production importantes.

Après 30 années de difficultés, le tissu économique lorrain s'en trouve métamorphosé. Il est ainsi passé d'un tissu mono-sectoriel à un tissu diversifié proche de la moyenne avec une tertiairisation du tissu. La crise de la sidérurgie en Lorraine a permis le développement d'un phénomène nouveau. L'essor du travail transfrontalier est ainsi devenu à partir des années 1980 un changement de comportement déterminant pour le territoire. En allant exercer des emplois au Luxembourg, Allemagne ou encore Belgique, les Lorrains ont trouvé là une réponse aux destructions d'emplois locales.

3.2. Essor du transfrontalier

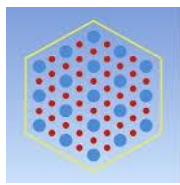
Le phénomène du travail transfrontalier en Lorraine, s'il n'est pas nouveau, occupe désormais une place prépondérante dans l'économie lorraine. Il influe sur la vie des habitants lorrains, que ceux-ci appartiennent au groupe des travailleurs frontaliers ou non, et constitue un phénomène économique majeur des territoires du nord-Lorraine. Le terme de travailleur frontalier désigne « toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un Etat-membre et qui réside dans un autre Etat membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine » (Règlement européen CE 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale).

Le travail frontalier constitue un facteur de régulation des marchés régionaux du travail par-delà les frontières. Il permet un ajustement entre les besoins en main d'œuvre exprimés par les entreprises de certains territoires et les excédents de main d'œuvre présents sur d'autres territoires. Cette régulation est à la fois quantitative et qualitative. Le profil, la formation et les qualifications des travailleurs frontaliers font qu'ils répondent aux attentes des marchés sur lesquels ils sont employés (BELKACEM et PIGERON-PIROTH 2012).

Cette dynamique, source de renouveau pour des territoires frontaliers marqués par une crise industrielle importante, n'est pas sans poser de nouvelles problématiques.

3.2.1. Mobilité transfrontalière à sens unique

En 2011, 9,6% des actifs lorrains résidant en région travaillaient à l'étranger. Ce phénomène déterminant pour l'emploi local n'est pas récent mais tend à se renforcer. Un grand nombre de travailleurs lorrains vont chercher dans les territoires frontaliers les emplois qu'ils ne trouvent



plus en Lorraine. Ce phénomène s'inscrit au sein d'un territoire européen défini comme la 'Grande Région'. Avec un total de 101 520 frontaliers sortants, la Lorraine représente en 2012 environ 54,3% de l'ensemble des frontaliers de l'espace de coopération Grande Région, dont 76,1% travaillent au Luxembourg, 18,6% en Allemagne et 5,2% en Belgique. On estime inversement que seuls 1700 actifs étrangers viennent travailler en Lorraine. Le nombre de travailleurs frontaliers lorrains s'est accru considérablement sur la période 1990 – 2012. Jusque dans les années 1960, inversement, les travailleurs luxembourgeois et belges venaient chercher du travail sur les sites industriels sidérurgiques lorrains (AUBURTIN 2005).

A partir des années 1960, la Lorraine offre de moins en moins d'emplois à sa population active. Le développement de l'emploi transfrontalier s'est alors amorcé en réponse à la crise, alors nouvelle, de la sidérurgie (Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) 2014a ; Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) 2014b).

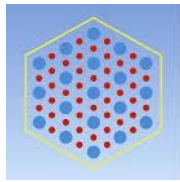
Le mouvement des travailleurs lorrains vers les pays frontaliers s'est par la suite amplifié et s'est progressivement déplacé de l'Allemagne vers le Luxembourg pour y devenir majoritaire dès le début des années 1990. Le Luxembourg a opté pour une stratégie de développement diversifié dès les années 1960 abandonnant la référence unique à la sidérurgie et instaurant une politique d'attraction des investissements étrangers par le biais d'une fiscalité avantageuse. Le développement du secteur de la finance et des banques a eu un rôle moteur pour le reste de l'économie qui est alors devenu demandeuse de main d'œuvre. Le recours à l'immigration et au travail transfrontalier s'est alors développé à un rythme élevé (BELKACEM et PIGERON-PIROTH 2012).

Le travail transfrontalier connaît à partir du début des années 1990 un réel boom démographique, facilité et encouragé par les nouveaux dispositifs juridiques de l'Union Européenne (Marché Unique, Espace Schengen, Union Européenne) à la fin des années 1980 et début des années 1990.

Depuis 2011, le nombre de travailleurs frontaliers lorrains a dépassé la barre symbolique des 100000 personnes, parmi lesquels 76% travaillent au Luxembourg. L'emploi transfrontalier à destination de l'Allemagne s'inscrit dans une tendance à la baisse alors que celui à destination du Luxembourg s'inscrit dans une dynamique positive.

3.2.2. Rebond démographique et résidentialisation du tissu économique

Après avoir perdu plus de 40000 habitants durant le dernier quart du 20ème siècle, le territoire bénéficie depuis le début des années 2000 d'un renouveau démographique



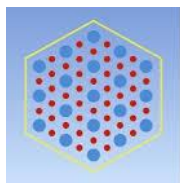
important porté par le dynamisme économique du Luxembourg. Certaines communes comptent ainsi jusqu'à 85% d'actifs occupés au Luxembourg. On est donc passé d'un tissu économique industriel marqué par la prédominance de l'industrie sidérurgique à un territoire de plus en plus marqué par la résidentialisation des actifs lorrains travaillant au Luxembourg. La captation des revenus générés au Luxembourg est un nouvel enjeu fort pour les territoires lorrains. L'étude de la consommation des travailleurs frontaliers montre qu'en plus de l'arbitrage des ménages parmi les postes de consommation, un arbitrage spécifique des frontaliers a lieu entre une consommation sur le territoire de résidence et le territoire de travail (ZANARDELLI, GENEVOIS, et SCHULLER 2012) stimulant ainsi l'économie présentielle.

Ce changement démographique et économique n'est pas sans poser de nouvelles questions en matière de développement économique et d'aménagement du territoire. La différence de revenus entre travailleurs frontaliers et non-frontaliers a provoqué l'apparition d'un clivage social au sein des territoires nord-lorrains. Les hauts-revenus des travailleurs frontaliers côtoient des résidents connaissant une réelle pauvreté (mesuré notamment par un nombre élevé de bénéficiaires du RSA), posant notamment des problèmes en matière d'accès au logement. Les collectivités locales sont confrontées à des défis nouveaux en matière de transport et d'offre de services pour répondre à une population nouvelle exigeante et demandeuse de services publics de qualité.

Ces problématiques mettent en évidence les limites des politiques économiques et d'aménagement pensées à l'intérieur des frontières nationales historiques. Elles soulèvent la question de la gouvernance d'un territoire qui ne peut se penser qu'au-delà des frontières nationales.

Conclusion

La Lorraine est identifiée sur le territoire national par son tissu économique industriel et est localisée sur un axe Ouest - Est entre Paris et Strasbourg. Une analyse centrée sur le territoire nationale et n'utilisant qu'un nombre d'indicateur limité donne le plus souvent à voir un territoire industriel en crise avec un taux de chômage élevé et un avenir se dessinant autour des grandes métropoles de Paris et Strasbourg. S'il n'est pas question de nier les difficultés rencontrées par l'économie lorraine, elle ne donne qu'une vision incomplète des dynamiques intervenant en région Lorraine.



L'analyse de la décomposition statistique du PIB/Habitant à l'échelle de la Grande Région nous donne à voir une réalité économique différente et des dynamiques transfrontalières inédites. Elle amène à penser l'analyse d'un territoire frontalier dans une perspective nouvelle. L'analyse statistique nous montre que la région Lorraine souffre d'un indice de concentration de l'emploi faible mais se classe dans la moyenne des régions européennes en ce qui concerne la productivité apparente du travail. Des effets socio-économiques jouent négativement sur l'économie lorraine, plus qu'un défaut de productivité des travailleurs lorrains. Les dynamiques transfrontalières font émerger des potentialités nouvelles pour l'économie lorraine. Le nombre de frontaliers lorrains vers le Luxembourg notamment et l'Allemagne dans une moindre mesure constitue un fait marquant pour l'économie lorraine.

La Grande Région, caractérisée par une importante asymétrie institutionnelle (EVRARD et SCHULZ 2015), est confrontée à la question de la bonne gouvernance territoriale. Gouverner un territoire par-delà les frontières nationales dans un processus mouvant où le territoire ne s'entend pas comme un simple échelon spatial parmi d'autres mais comme un système dynamique complexe (LELOUP, MOYART, et PECQUEUR 2005) questionne des modes de gouvernance optimaux pour des territoires considérés par ailleurs comme frontaliers dans l'analyse traditionnelle.

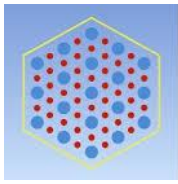
Références bibliographiques

AIT OUMEZIANE A. (2000), Reconversion économique et construction d'un territoire transfrontalier : l'Agglomération Transfrontalière du Pôle Européen de Développement des Trois Frontières (Belgique-France-Luxembourg), *Annales de Géographie*, vol. 109, n° 611, p. 65-83.

ASKENAZY P., MARTIN P., (2015), Promouvoir l'égalité des chances à travers le territoire, *Note du CAE*, n° 20.

AUBURTIN É., (2005), Anciennes frontières, nouvelles discontinuités : les impacts du développement du travail frontalier sur les populations et les territoires du Nord lorrain, *Espace Populations Sociétés*, n° 2005/2, p. 199-210.

BELKACEM R., PIGERON-PIROTH I., (2012), Les travailleurs frontaliers au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux, in : BELKACEM R., PIGERON-PIROTH I. (dir.), *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux. Pratiques, enjeux et perspectives*, Presse Universitaire de Nancy, Nancy, p. 25-46.



BOUBA-OLGA O., FERRU M., GUIMOND B., (2012), Organisation des activités et dynamiques territoriales : éléments d'analyse et application aux bassins de Cognac et de Châtelleraut, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°2/2012 (avril), p. 173-191.

BOUBA-OLGA O., GROSSETTI M., (2015), La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ?, *Revue de l'OFCE*, n° 143(décembre), p. 117-144.

CROZET M., LAFOURCADE M., (2009), *La nouvelle économie géographique*, La Découverte, Repères, Paris, 128p.

DAVEZIES L., (2008), *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Seuil, La république des idées, Paris, 109p.

DAVEZIES L., (2012), *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Seuil, La république des idées, Paris, 111p.

DAVEZIES L., PECH T., (2014), *La nouvelle question territoriale*, Terra Nova.

EVARD E., SCHULZ C., (2015), L'ambition métropolitaine : clé vers un aménagement du territoire transfrontalier en Grande Région SaarLorLux ?, *L'Information géographique*, vol. 79, n°3, p. 54-78.

FAURE P., (2012), *La filière Acier en France et l'avenir du site de Florange*, La Documentation Française.

LELOUP F., MOYART L., PECQUEUR B., (2005), La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ?, *Géographie, économie, société*, vol. 7, n°4, p. 321-332.

OBSERVATOIRE INTERREGIONAL DU MARCHE DE L'EMPLOI, (2014a), *Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région - Mobilité des frontaliers*.

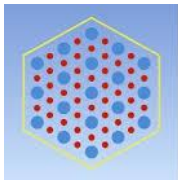
OBSERVATOIRE INTERREGIONAL DU MARCHE DE L'EMPLOI, (2014b), *Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région - Situation du marché de l'emploi*.

OPENSHAW S., TAYLOR P.J., (1979), A million of so correlation coefficients: three experiments on the modifiable areal unit problem, in: WRIGLEY N. (dir.), *Statistical Applications in the Spatial Sciences*, Pion, Londres, p.127-44.

PEREIRA CARNEIRO FILHO C., (2012), La Grande Région, région transfrontalière européenne, *Confins*, n° 16/2012, <http://confins.revues.org/7908> (page consultée le 22/05/2016).

TAYLOR P.J., (1994), The State as Container: Territoriality in the Modern World-System, *Progress in Human Geography*, vol. 18, n°2, p. 151-62.

WASSENBERG B., REITEL B., (2015), *La coopération territoriale en Europe - Une perspective historique*, Office des publications de l'Union Européenne, Luxembourg, 180p.



Association
de Science Régionale
de Langue Française



ZANARDELLI M., GENEVOIS A.S., SCHULLER G., (2012), Les comportements de dépenses des salariés frontaliers sur le territoire luxembourgeois, in : BELKACEM R., PIGERON-PIROTH I. (dir.), *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux. Pratiques, enjeux et perspectives*, Presse Universitaire de Nancy, Nancy, p.47-70.